



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 24 MAI 2023
GEMEENTERAAD VAN 24 MEI 2023

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la destruction des tours Beekant.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne reprise en annexe.

Gemeentelijk Secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de vernietiging van de Beekanttorens.

2 **Secrétariat communal - Conseil de l'action sociale - Démission de Madame Tania Dekens - Remplacement par Monsieur Niels Wennekes.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 8.7.1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale;

Vu l'acte de présentation présenté par Jamal IKAZBAN le 10/12/2018 présentant Madame Tania Dekens comme candidate membre effective au conseil de l'action sociale, sans suppléante ;

Considérant que Madame Tania Dekens a été élue conseillère de l'action sociale, sans suppléante, lors de la séance du conseil communal du 17/12/2018 ;

Vu la démission de Madame Tania Dekens en tant que conseillère de l'action sociale ;

Vu le nouvel acte de présentation présenté par Jamal IKAZBAN le 10/05/2023 présentant Niels Wennekes comme candidat membre effectif du conseil de l'action sociale et Saliha Raiss comme première suppléante et Pieter Van Hees comme deuxième suppléant ;

Vu la déclaration d'appartenance au rôle linguistique néerlandophone de Monsieur Niels Wennekes ;

Considérant que Monsieur Niels Wennekes respecte les conditions d'éligibilité ;

Proclame élu Niels Wennekes membre effectif du conseil de l'action sociale, avec Saliha Raiss comme première suppléante et Pieter Van Hees comme deuxième suppléant, suite à la démission de Madame Tania Dekens.

La présente délibération sera envoyée en deux exemplaires au Collège juridictionnel de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, conformément à la loi du 8.7.1976 organique des Centres publics d'action sociale.

Gemeentelijk secretariaat - Raad voor Maatschappelijke welzijn - Ontslag van Mevrouw Tania Dekens - Vervanging door de heer Niels Wennekes.

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn; Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat Mevrouw Tania Dekens tijdens de zitting van de gemeenteraad van 17/12/2018 werd verkozen tot effectief lid van de raad voor maatschappelijk welzijn, zonder plaatsvervanger ;

Overweegt het ontslag van Mevrouw Tania Dekens als lid van de raad voor maatschappelijk welzijn ; Gezien de nieuwe akte van voordracht dat Jamal IKAZBAN op 10/05/2023 heeft ingediend en waarin Niels Wennekes wordt voorgesteld als kandidaat lid van de Raad voor Maatschappelijke welzijn, Saliha Raiss als eerste plaatsvervangende kandidaat en Pieter Van Hees als tweede plaatsvervangende kandidaat;

Gezien de verklaring van Nederlandse taalaanhorigheid van Mijnheer Niels Wennekes ;

Overwegende dat de heer Niels Wennekes voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen;

Verklaart verkozen Niels Wennekes tot effectief lid van de Raad voor Maatschappelijke welzijn, met Saliha Raiss als eerste plaatsvervanger en Pieter Van Hees als tweede plaatsvervanger, ten gevolge van het aftreden van Mevrouw Tania Dekens.

Deze beraadslaging zal overeenkomstig de organieke wet van 8.7.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, in dubbel exemplaar naar het Rechtscollege van het Administratief arrondissement Brussel Hoofdstad worden gezonden.

3 **Enseignement francophone - Plan de Pilotage - Approbation du Plan de Pilotage de l'école n° 12 (Aux Petites Sources du Gai Savoir) - Suivi rapproché - Echéance Fédération Wallonie Bruxelles : 31 mai 2023.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège échevinal en date du 27 août 2018 (012/27.08.2018/B/0223#) décidant :

Article 1 :

De prendre acte des nouveautés liées au Plan de Pilotage.

Article 2 :

D'accepter qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » (voir modèle ci-joint) soit établie pour chaque établissement.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamentale et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre tel que modifié par le décret du 13 septembre 2018 ;

Considérant que l'entrée des écoles dans le Plan de Pilotage, organisé et imposé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, est obligatoire ;

Considérant que « l'élaboration du plan de pilotage et l'aide spécifique aux directions qui l'accompagne font l'objet d'un phasage en trois temps : une première tranche d'établissements avait déjà été fixée au 1^{er} septembre 2017 (pour les établissements qui élaboreront leur plan de pilotage dès le 1^{er} septembre 2018) et une deuxième tranche doit être fixée au 1^{er} septembre 2018 (pour les établissements qui élaboreront leur plan de pilotage à partir du 1^{er} septembre 2019). Au 1^{er} septembre 2019, le système devient organique pour tous les établissements scolaires et l'article 110, §1^{er}, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs est, par conséquent, supprimé ;

Considérant que l'école 12 (*Aux Petites Sources du Gai Savoir*) a fait partie des 5 écoles communales francophones de Molenbeek-Saint-Jean à être entrée dans la troisième phase ;

Considérant que le Plan de Pilotage entre dans le cadre des travaux du Pacte pour un Enseignement d'Excellence ;

Considérant que dans ce cadre, dès la rentrée scolaire 2019-2020, le Plan de Pilotage représente un nouveau modèle de gouvernance qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration significative de la qualité et de l'équité de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que ce nouveau modèle de gouvernance est fondé, d'une part, sur le renforcement de l'implication et de l'autonomie des directions et des équipes pédagogiques et, d'autre part, sur leur responsabilisation dans une logique de reddition de comptes et de contractualisation ;

Considérant que le Plan de Pilotage est établi par le directeur d'école, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'école, tout en tenant compte du contexte spécifique de l'école, du projet d'établissement, des lignes directrices fixées par le PO et des moyens disponibles ;

Considérant que, dans les grandes, le Plan de Pilotage consiste en un état des lieux général de l'établissement à tous les niveaux et qu'il a pour but, d'une part, de maintenir et d'accroître encore les points forts de ce dernier, et d'autre part, de hisser le niveau des points les plus faibles ;

Considérant que l'Ecole 12 (*Aux Petites Sources du Gai Savoir*) a souhaité bénéficier de l'offre d'accompagnement et de suivi du CECP et qu'une « convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des établissements scolaires » a donc été conclue ;

Considérant que le Plan de Pilotage doit être encodée individuellement par chaque école, à l'aide d'une application en ligne, après avoir été présenté, pour un avis strictement consultatif, à la CoPaLoc et au Conseil de Participation, et après avoir été approuvé par le Pouvoir Organisateur, c'est-à-dire par le Conseil Communal ;

Considérant que l'école 12, pour diverses raisons, n'a pas pu rendre son plan de Pilotage dans les temps impartis, tel que décidé par la FWB ;

Considérant que l'école 12 a bénéficié d'un délai supplémentaire, dans le cadre d'un « suivi rapproché » ;

Considérant que le Conseil de Participation de l'école 12 a eu lieu le 24 avril 2023 et a rendu un avis favorable et positif ;

Considérant que la CoPaLoc a lieu le 15 mai 2023 ;

Considérant que le Plan de Pilotage doit être obligatoirement approuvé par le Pouvoir organisateur, à savoir le Conseil Communal, avant qu'il ne puisse être envoyé par l'école via l'application destinée à cet effet ;

Considérant que le Plan de Pilotage est ensuite présenté par le directeur d'école au DCO (Délégué aux contrats d'objectifs) par l'intermédiaire de l'application numérique « PILOTAGE » élaborée par l'ETNIC et sécurisée par Cerbère, l'infrastructure dédiée à la gestion et au contrôle des identités et des accès aux ressources informatiques de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que le Plan de Pilotage de l'école 12 est présenté ci-joint, tel qu'il peut être extrait de l'application afférente ;

Considérant que les Plans de Pilotage doivent aussi passer devant les Conseils de Participation de chaque école et devant la CoPaLoc, uniquement pour des avis consultatifs (dont les dates ont déjà été fixées) ;

Considérant qu'il est primordial que le Plan de Pilotage, qui doit d'abord être approuvé par le Conseil Communal, soit transmis dans les temps au DCO via l'application, dans la mesure où des sanctions, allant jusqu'à des réductions de subventions, peuvent avoir lieu.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le Plan de Pilotage de l'école n°12 (*Aux Petites Sources du Gai Savoir*), repris en pièce-jointe.

Article 2 :

D'accepter que la communication quant à l'approbation de la décision soit transmise au Délégué au contrat d'objectifs (DCO) par le biais de l'application informatique développée par l'ETNIC.

Franstalige Onderwijs - Stuurplan - Goedkeuring van het stuurplan van school n° 12 (Aux Petites Sources du Gai Savoir) - Nauwe follow-up - Termijn Federatie Wallonië-Brussel : 31 mei 2023

4 **Prévention - Adhésion de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à la Charte nationale "Villes et Communes Médiation" telle que sollicitée dans un courrier rédigé par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS).**

LE CONSEIL,

Considérant les missions du service Prévention de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, à savoir assurer la tranquillité et la coexistence pacifique des différents publics sur l'espace public, garantir la qualité de l'espace public, renforcer le lien social entre l'individu et la société et toucher les publics cibles les plus vulnérables ;

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, faisant partie du Département prévention;

Considérant qu'il convient de promouvoir les missions dudit service sur le territoire communal et de sensibiliser les habitants au rôle et pratiques de la médiation en tant que mode de gestion de conflits et de travail sur les liens interpersonnels;

Considérant la lettre du 17 octobre 2022 du Ministère de l'intérieur adressée à l'ensemble des Bourgmestres en Belgique invitant à la signature de la "*Charte Ville et Communes Médiation*", dans le cadre du projet de promotion des services publics de médiation locaux, initié en 2020 par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS) ;

Considérant que cette charte a été élaborée grâce à l'implication de services de médiation de conflits, de médiation SAC et de médiation scolaire, notamment au travers des deux réseaux dont fait partie le service de médiation locale de Molenbeek-Saint-Jean à savoir le Réseau des Services publics de médiation de conflits interpersonnels de la Région de Bruxelles-Capitale et la Fédération des Médiateurs de quartier francophones ;

Considérant que cette charte a déjà été signée le mercredi 28 septembre 2023 par Annelies Verlinden, Ministre de l'Intérieur, Catherine Moureaux, Présidente de l'ASBL BEFUS et Michèle Guillaume-Hofnung, Professeure des facultés de droit, Directrice de l'Institut de médiation IMGH et autrice de la définition européenne de la médiation ;

Considérant que la Charte nationale promeut les objectifs suivants :

- définir ce que vise le terme « médiation » ;
- soutenir le travail des médiateurs oeuvrant au niveau local ;
- mettre l'accent sur le cadre déontologique des médiateurs ;
- sensibiliser le citoyen à l'existence de la médiation ;
- encourager le développement d'une culture de la médiation.

Considérant l'avis favorable remis par le service communal des affaires juridiques et du contentieux le 13 avril 2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'adhésion de la commune de Molenbeek-Saint-Jean à la Charte nationale "*Villes et Communes Médiation*" telle que sollicitée dans le courrier rédigé par le SPF Intérieur, le SPP Intégration sociale et l'ASBL Belgian Forum for Urban Security (BeFUS) en signant la «*Charte Villes et Communes Médiation*» et en donnant un maximum de visibilité à cet événement. Il s'agit de s'inscrire de façon résolue dans une démarche inclusive avec une dynamique de réseau national voire international de services publics en faveur de la médiation.

Toetreding van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot het nationaal handvest "Bemiddeling

steden en gemeenten" goedkeuren, zoals gevraagd in een brief van de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Maatschappelijke Integratie en het Belgisch Forum voor Stedelijke Veiligheid (BeFUS).

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de dienst Preventie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, namelijk de rust en het vreedzaam samenleven van de verschillende publieken in de openbare ruimte waarborgen, de kwaliteit van de openbare ruimte garanderen, de sociale band tussen het individu en de samenleving versterken en de meest kwetsbare doelgroepen bereiken;

Gelet op de opdrachten van de lokale bemiddelingsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, die deel uitmaakt van de dienst Preventie

Overwegende dat het wenselijk is de opdrachten van deze dienst op het grondgebied van de gemeente te promoten en de inwoners bewust te maken van de rol en de praktijk van de bemiddeling als methode om conflicten te beheren en aan de intermenselijke banden te werken;

Gelet op de brief van 17 oktober 2022 van het ministerie van Binnenlandse Zaken aan alle burgemeesters in België met de uitnodiging tot ondertekening van het "Bemiddelingshandvest voor steden en gemeenten", in het kader van het project ter bevordering van lokale openbare bemiddelingsdiensten, dat in 2020 is opgestart door de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Maatschappelijke Integratie en het VZW Belgisch Forum voor Stedelijke Veiligheid (BeFUS);

Overwegende dat dit handvest tot stand is gekomen dankzij de betrokkenheid van de diensten voor conflictbemiddeling, de SAC-bemiddeling en de schoolbemiddeling, met name via de twee netwerken waartoe de lokale bemiddelingsdienst van Sint-Jans-Molenbeek behoort, namelijk het Netwerk van Openbare Bemiddelingsdiensten voor Interpersoonlijke Conflicten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Federatie van Franstalige Buurtbemiddelaars;

Overwegende dat dit handvest reeds op woensdag 28 september 2023 is ondertekend door Annelies Verlinden, Minister van Binnenlandse Zaken, Catherine Moureaux, Voorzitter van de VZW BEFUS en Michèle Guillaume-Hofnung, Hoogleraar recht, Directeur van het Instituut voor bemiddeling IMGH en auteur van de Europese definitie van bemiddeling;

Overwegende dat het Nationaal Handvest de volgende doelstellingen nastreeft

- definiëren wat wordt bedoeld met de term "bemiddeling";
- het werk van op lokaal niveau werkzame bemiddelaars ondersteunen;
- het deontologisch kader van de bemiddelaars benadrukken;
- bewustmaking van het bestaan van bemiddeling;
- de ontwikkeling van een cultuur van bemiddeling aanmoedigen.

Gezien het gunstige advies van de gemeentelijke dienst juridische zaken en procesvoering van 13 april 2023;

BESLUIT :

Enig artikel :

In te stemmen met de toetreding van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot het nationale Handvest "Steden en gemeenten bemiddeling", zoals gevraagd in de brief opgesteld door de FOD Binnenlandse Zaken, de FOD Maatschappelijke Integratie en de VZW Belgisch Forum voor Stedelijke Veiligheid (BeFUS), door het Handvest "Steden en gemeenten bemiddeling" te ondertekenen en door maximale zichtbaarheid aan dit gebeuren te geven. Het gaat erom resoluut deel te nemen aan een inclusieve aanpak met een dynamisch nationaal of zelfs internationaal netwerk van openbare diensten ten gunste van bemiddeling.

2 annexes / 2 bijlagen

2022charta_charter_charte.pdf, Lettre aux Bourgmestres.pdf

5 Département Infrastructures et Développement Urbain - Approbation de l'acquisition du bien sis rue Ransfort 80, 1080 Molenbeek-Saint-Jean et approbation de l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - Axe 1.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du 19 janvier 2017 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville;

Considérant que l'Axe 1 de la Politique de la Ville concerne l'aménagement du territoire permettant e.a. de subventionner des opérations immobilières ponctuelles en terme:

- d'acquisition de biens immeubles à l'abandon ou inoccupés
- de réalisation de travaux (rénovation, réhabilitation ou démolition)

en vue de les affecter à du logement assimilé social;

Considérant que le taux de subside est porté in casu à 95%;

Considérant qu'une demande de subside va être introduite pour l'acquisition du bien sis rue Ransfort 80 et par la suite pour les travaux audit bien;

Considérant que le bien sis rue Ransfort 80 se trouve dans le périmètre de préemption du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs ;

Vu l'estimation en date du 16 mars 2023 par le Comité d'Acquisition d'immeubles régional pour un montant de 353.000,00 EUR pour le bien d'une superficie au sol de 110 m² sis rue Ransfort 80 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 2, section B, numéro 468/B/10 ;

Considérant que l'indemnité de remploi s'élève in casu à 16% de la valeur du bien, soit un montant total de 56.480 EUR ;

Considérant que 500.000,00 EUR sont prévus à l'article 9304/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu la décision du Conseil Communal du 27 mars 2023 approuvant l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 140 m², sis rue de Courtrai 53 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant maximum de 432.680,00 EUR incluant l'indemnité de remploi à condition de l'obtention du subside PdV axe 1 dont les crédits sont prévus à l'article 9304/712/60 ;

Considérant que donc 67.320,00 EUR des crédits nécessaires sont encore prévus à l'article 9304/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 ;

Considérant que les crédits restants nécessaires (342.160,00 EUR) seront prévus en première modification budgétaire à l'article 9304/712/60 du budget extraordinaire de l'année en cours sous réserve d'approbation de la modification budgétaire par le Conseil Communal et par l'autorité de tutelle ;

Considérant que le bien ne sera acquis qu'en cas d'octroi du subside PdV Axe 1 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 110 m², sis rue Ransfort 80 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 2, section B, numéro 468/B/10, pour un montant maximum de 409.480,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 2 :

De charger le Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition du bien d'une superficie au sol de 110 m², sis rue Ransfort 80 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastré division 2, section B, numéro 468/B/10 pour un montant maximum de 409.480,00 EUR incluant l'indemnité de remploi;

Article 3 :

D'approuver l'introduction de la demande de subside dans le cadre de la Politique de la Ville - axe 1 pour 95% du montant, soit 389.006,00 EUR ;

Article 4 :

D'approuver le mode de financement à ce jour de la dépense, à savoir 95% (389.006,00 EUR) sur subside et 5% (20.474,00 EUR) sur emprunts conformément à la programmation budgétaire de l'année en cours et sous réserve d'approbation de la première modification budgétaire du budget communal 2023 (en n'augmentant pas la capacité d'emprunts globale dans le cadre de cette

modification budgétaire) par le Conseil Communal et par l'autorité de tutelle ;

Article 5 :

D'établir le droit à recette dès l'obtention du subside PdV axe 1 ;

Article 6 :

Que le bien ne sera acquis qu'en cas d'octroi du subside ;

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Goedkeuring van de aankoop van het goed gelegen in de Ransfortstraat 80, 1080 Sint-Jans-Molenbeek en goedkeuring van de invoering van de subsidieaanvraag in het kader van het Stadsbeleid - As 1.

DE RAAD,

Gezien het besluit van 19 januari 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het stadsbeleid;

Overwegende dat As 1 van het Stadsbeleid betrekking heeft op de ruimtelijke ordening en dat het onder meer mogelijk is specifieke vastgoedoperaties te subsidiëren, nl.:

- de verwerving van leegstaande of onbezette onroerende goederen
- het uitvoeren van werkzaamheden (renovatie, rehabilitatie of sloop)

met het oog op hun bestemming als woningen gelijkgesteld aan sociale woningen;

Overwegende dat het subsidiepercentage in casu 95% bedraagt;

Overwegende dat een subsidieaanvraag zal worden ingediend voor de aankoop van het onroerend goed gelegen Ransfortstraat 80 en daarna voor de werken aan dat goed;

Overwegende dat het onroerend goed gelegen aan de Ransfortstraat 80 gelegen is binnen de perimeter van voorkoop van het Duurzaam Wijkcontract Zwarte Vijvers ;

Gezien de raming op 16 maart 2023 door het Regionaal Aankoopcomité voor een bedrag van 353.000,00 EUR, voor het onroerend goed met een grondoppervlakte van 110 m² gelegen in de Ransfortstraat 80 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastreerd 2^{de} afdeling, sectie B, nummer 468/B/10 ;

Overwegende dat de wederbeleggingsvergoeding in casu 16% van de waarde van het onroerend goed bedraagt, ofwel een totaalbedrag van 56.480,00 EUR ;

Overwegende dat 500.000,00 EUR is ingeschreven op artikel 9304/712/60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2023 ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 27 maart 2023 tot goedkeuring van de aankoop van het onroerend goed met een grondoppervlakte van 140 m², gelegen aan de Kortrijkstraat 53 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een maximumbedrag van 432.680,00 EUR inclusief de wederbeleggingsvergoeding op voorwaarde van het verkrijgen van de subsidie PdV as 1, waarvan de kredieten voorzien zijn op artikel 9304/712/60 ;

Overwegende dat dus nog 67.320,00 EUR van de nodige kredieten zijn voorzien op artikel 9304/712/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 ;

Overwegende dat de resterende nodige kredieten (342.160,00 EUR) zullen worden voorzien in de eerste begrotingswijziging op artikel 9304/712/60 van de buitengewone begroting van het lopende jaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste begrotingswijziging van 2023 door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

Overwegende dat het onroerend goed alleen zal worden verworven als de subsidie wordt toegekend ;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De aankoop van het onroerend goed met een grondoppervlakte van 110 m² gelegen Ransfortstraat 80 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van maximaal 409.480,00 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding goed te keuren op voorwaarde van het verkrijgen van de subsidie Stadsbeleid as 1;

Artikel 2 :

Het Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen voor de aankoop van het onroerend goed met een grondoppervlakte van 110 m² gelegen Ransfortstraat 80 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastréerd afdeling 2, sectie B, nummer 468/B/10 voor een maximum bedrag van 409.480 EUR inclusief wederbeleggingsvergoeding ;

Artikel 3 :

De invoering van de subsidieaanvraag in het kader van het Stadsbeleid - as 1 voor 95% van het bedrag goed te keuren, d.w.z. 389.006,00 EUR ;

Artikel 4 :

De financieringswijze van de uitgave tot op heden goed te keuren, namelijk voor 95% (389.006,00 EUR) door subsidie en voor 5% (20.474,00 EUR) door leningsgelden in overeenstemming met de begrotingsprogrammering van het lopende jaar onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste begrotingswijziging van de gemeentebegroting 2023 (de globale leningscapaciteit niet verhogend in het kader van deze begrotingswijziging) door de Gemeenteraad en de toezichthoudende overheid ;

Artikel 5:

Om het vorderingsborderel op te stellen van zodra de subsidie Stadsbeleid as 1 wordt toegekend ;

Artikel 6:

Dat het onroerend goed alleen zal worden verworven als de subsidie wordt toegekend ;

2 annexes / 2 bijlagen

12_0117_02 Rapport d'estimation.pdf, Copie de Formulaire-acquisition.xlsx

-
- 6 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de services ayant pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs » - CDC 23.001 - Fixation et approbation des conditions du marché et de l'avis de marché.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en date du 15.02.2023 décidant :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir l'avis de marché, le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services ayant pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'Opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs » ;

Article 2

De passer le marché de services par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense pour les honoraires d'un montant estimé de 189.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690,00 EUR TVAC et de la couvrir par le subside de la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023);

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 17.05.2023 décidant:

Article 1

De ne pas attribuer le marché de services relatif à la mission complète d'auteur de projet en vue de la

rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération 1.2 du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs ».

Article 2

De relancer ce marché de services par la procédure négociée directe avec publication préalable, conformément à l'article 41, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'arrêté du 24 novembre 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux contrats de quartier durables ;

Vu l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine (M.B., 18.10.2016) ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 23 juin 2022 du programme du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » ;

Considérant qu'il est nécessaire de réaliser une étude relative à la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, à savoir une Maison du Bien-être, d'une surface construite d'environ 275 m², de la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée d'une surface d'environ 160 m² et de la rénovation de la maison de jeunes existante d'une surface construite totale de 561 m², sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération 1.2 du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir l'avis de marché, le cahier des charges et ses annexes établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément à l'article 41, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de services ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ;

Considérant qu'un subside complémentaire au subside du Contrat de Quartier Durable Etangs Noirs est accordé à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean par la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 et la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.389.510,00 EUR (DC 30/2023) ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 189.000 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et qu'ils seront couverts par le subside de la Région Flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023) pour un montant de 228.690,00 EUR TVA comprise ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir l'avis de marché, le cahier des charges et ses annexes établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de services ayant

pour objet la mission complète d'auteur de projet en vue de la rénovation de la maison de maître sise rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager un équipement d'intérêt collectif, la démolition d'un garage sis rue Van Hoegaerde 39 dans le but d'y aménager une cour collective végétalisée ainsi que la rénovation de la maison de jeunes existante sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Sint-Jean dans le cadre de l'Opération 1.2 du contrat de quartier durable « Etangs noirs » ;

Article 2

De passer le marché de services par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, §1er, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense pour les honoraires d'un montant estimé à 189.000,00 EUR HTVA (TVA 21% soit 39.690,00 EUR), soit 228.690,00 EUR TVAC et de la couvrir par le subside de la Région flamande via la VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (DC 30/2023).

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht voor diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein evenals de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" - Bestek 23.001 - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de aankondiging van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 15.02.2023 waarin werd beslist :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name de aankondiging van de opdracht, het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht van diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" goed te keuren;

Artikel 2

De opdracht voor diensten te plaatsen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41, §1er, 1° van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave, geraamd op een bedrag van 189.000,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 39.690,00 EUR), hetzij 228.690,00 EUR btw incl. goed te keuren, en ze te dekken door de subsidie van het Vlaams Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023);

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17.05.2023 waarin werd beslist :

Artikel 1

De opdracht voor diensten betreffende de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein evenals de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" niet te gunnen;

Artikel 2

Deze opdracht voor diensten opnieuw te plaatsen via de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41, §1, 1° van de wet van 17 juni 2016; Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ; Gezien het koninklijk Besluit Plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ; Gezien het koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ; Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ; Gezien het Besluit van 24 november 2016 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de Duurzame Wijkcontracten ; Gezien de Ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering (B.S., 18.10.2016) ; Gezien het schrijven in datum van 15 juli 2022 waarbij de goedkeuring door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in zitting van 23 juni 2022 van het programma van het duurzaam wijkcontract "Zwarte vijvers" werd betekend ; Overwegende dat het noodzakelijk is om een studie uit te voeren met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van gemeenschappelijk belang namelijk een Huis van Welzijn, met een bebouwde oppervlakte van ongeveer 275 m², de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein met een oppervlakte van ongeveer 160 m² en de renovatie van het bestaande jeugdhuis met een totale bebouwde oppervlakte van 561 m², gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers") ; Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name de aankondiging van de opdracht, het bestek en de bijlagen hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling ; Overwegende dat overeenkomstig artikel 41, §1, 1° van de wet van 17 juni 2016, een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking toegelaten is voor deze opdracht voor diensten ; Overwegende dat de huidige opdracht gepubliceerd zal worden in het Bulletin der Aanbestedingen ; Overwegende dat het Vlaamse Gewest, via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie), aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek een subsidie toekent bovenop de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers", voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans- Molenbeek, voor een bedrag van 1.389.510,00 EUR (VR 30/2023) ; Overwegende dat de totale uitgave voor de honoraria kan worden geraamd op 189.000 euro exclusief BTW (BTW 21%, d.w.z. 39.690,00 euro), ofwel 228.690 euro inclusief BTW ; Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023 en dat de uitgave zal gedekt worden door de subsidie van het Vlaams Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023) voor een bedrag van 228.690,00 EUR BTW inbegrepen; Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name de aankondiging van de opdracht, het bestek en de bijlagen, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling voor de opdracht van diensten met betrekking tot de volledige missie van projectontwerper voor de renovatie van het herenhuis gelegen Van Hoegaerdestraat 39, met het oog op de ontwikkeling van een voorziening van

gemeenschappelijk belang, de afbraak van een garage gelegen Van Hoegaerdestraat 39 met het oog op de aanleg van een collectief groen binnenplein en de renovatie van het bestaande jeugdhuis gelegen Vermicellifabriekstraat 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van operatie 1.2 van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" goed te keuren;

Artikel 2

De opdracht voor diensten te plaatsen via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, overeenkomstig artikel 41, §1, 1° van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3

De uitgave, geraamd op een bedrag van 189.000,00 EUR btw excl. (btw 21% met name 39.690,00 EUR), hetzij 228.690,00 EUR btw incl. goed te keuren, en ze te dekken door de subsidie van het Vlaams Gewest via de VGC (Vlaamse Gemeenschapscommissie) (VR 30/2023).

5 annexes / 5 bijlagen

Avis de marché._nl.pdf, CDC23.001_tech_FR.pdf.pdf, Avis de marché._fr.pdf, CDC23.001_admin_FR_.pdf, BESTEK23.001_admin_NL_.pdf

7 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » - Actions de cohésion sociale et de vie collective - Conventions de subvention.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 octroyant une subvention à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation des actions communales « cohésion sociale et vie collective » pour le CRU 6 ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 2022 approuvant le règlement pour l'action A.3.A. Appel à projets Molenbeek - Actions communales du programme du CRU 6 ;

Vu la décision du Collège en date du 9 mars 2023 d'approuver la sélection des projets dans le cadre du CRU 6 et l'attribution des subsides pour un montant total de 504.800,00 € euros ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de conclure des conventions de subvention avec les partenaires associatifs qui portent les projets sélectionnés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver les projets de conventions de subvention entre la Commune et les partenaires associatifs suivants :

- Bonnevie ASBL (annexe 1)
- Collectif Alpha ASBL (annexe 2)
- Premier contact ASBL (annexe 3)
- UP ASBL (annexe 4)
- Samen Voor Morgen ASBL (annexe 5)
- Alive Architecture ASBL (annexe 6)
- Artmonid ASBL (annexe 7)
- Handicapables ASBL (annexe 8)
- Mostafa Mesnaoui représentant d'un groupe d'habitant.e.s (annexe 9)

Departement Infrastructuur & Stedelijke Ontwikkeling - Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 " Rondon Simonis " - Acties van sociale cohesie en gemeenschapsleven - Subsidieovereenkomsten.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 ter goedkeuring van het programma voor het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 « Rondon Simonis » ;
Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 waarbij een subsidie wordt toegekend aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de gemeentelijke acties op het gebied van "de sociale samenhang en het gemeenschapsleven" van het SVC 6 ;
Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad d.d. 21 december 2022 houdende beslissing ter goedkeuring van het reglement voor actie A.3.A Projectoproep Molenbeek - Gemeentelijke Acties van het programma van het SVC 6 ;
Gezien de beraadslaging van het College d.d. 9 maart 2023 houdende beslissing ter goedkeuring van de selectie van de projecten in het kader van het SVC 6 en de toekenning van subsidies voor een totaalbedrag van 504.800,00 euros ;
Overwegende dat er nu subsidieovereenkomsten dienen afgesloten te worden met de partnerverenigingen die de geselecteerde projecten zullen uitvoeren ;
Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De ontwerpen van de subsidieovereenkomsten tussen de Gemeente en de volgende partnerverenigingen goed te keuren :

- Bonnevie VZW (bijlage 1) ;
- Collectif Alpha VZW (bijlage 2) ;
- Premier contact VZW (bijlage 3) ;
- UP VZW (bijlage 4) ;
- Samen Voor Morgen VZW (bijlage 5) ;
- Alive Architecture VZW (bijlage 6) ;
- Artmonid VZW (bijlage 7) ;
- Handicapables VZW (bijlage 8) ;
- Mostafa Mesnaoui, vertegenwoordiger van een groep inwoners (bijlage 9).

9 annexes / 9 bijlagen

Annexe 7_Convention de subv. Artmonid.pdf, Annexe 4_Convention de subv. UP.pdf, Annexe 9_Convention de subv. Mesnaoui.pdf, Annexe 8_Convention de subv. handicapables.pdf, Annexe 3_Convention de subv. 1er contact.pdf, Annexe 6_Convention de subv. AA.pdf, Annexe 1_Convention de subv. Bonnevie.pdf, Annexe 2_Convention de subv. collectif alpha.pdf, Annexe 5_Subsidiëringscontract - SVC - SVM.pdf

8 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Opération 1.C1 Ateliers Upcycling - Convention d'occupation du local sis quai de l'Industrie 77a à 1080 Molenbeek par Recyclart.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège du 16/02/2023 d'approuver les termes et conditions de l'appel "Occupation d'un atelier sis quai de l'Industrie 77a dans le cadre de l'opération 1.C1 Ateliers Upcycling";

Vu la décision du Collège du 27/04/2023 de sélectionner Recyclart comme futur occupant pour le local donnant sur l'espace public de la Grande Halle;

Considérant qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation entre la Commune de Molenbeek et Recyclart;

Vu la méthode de calcul dans le cadre de la location des infrastructures communales, établie par le service des Propriétés Communales;

Considérant que sur base de cette méthode de calcul, mutatis mutandis, le droit d'occupation revient à 199,00 EUR par mois, indexé annuellement;

Considérant que le loyer peut également être payé sous forme de prestations équivalentes comme prévu dans l'appel;

Vu le projet de convention d'occupation en annexe;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique:

d'approuver le projet de convention d'occupation du local dans le projet "Ateliers Upcycling" par Recyclart.

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Ingreep 1.C1 Upcycling Ateliers - Gebruiksovereenkomst van het lokaal gelegen te Nijverheidskaai 77a te 1080 Molenbeek door Recyclart.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van het College van 16/02/2023 om de inhoud en de voorwaarden van de oproep "Bezetting van een atelier gelegen te Nijverheidskaai 77a in het kader van de operatie 1.C1 Ateliers Upcycling" goed te keuren;

Gezien de beslissing van het College van 27/04/2023 om Recyclart te selecteren als toekomstige gebruiker van het lokaal dat uitgeeft op de publieke ruimte van de Grote Hal;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een gebruiksovereenkomst tussen de Gemeente Molenbeek en Recyclart te ondertekenen;

Gezien de berekeningsmethode in het kader van de verhuring van een gemeentelijke infrastructuur, opgesteld door de dienst Gemeentelijke eigendommen;

Overwegende dat op basis van bovengemelde berekeningsmethode, mutatis mutandis, het gebruiksrecht neerkomt op 199,00 EUR per maand, jaarlijks geïndexeerd;

Overwegende dat de huur ook kan worden betaald in de vorm van prestaties gelijkwaardig aan het gebruiksrecht, zoals opgenomen in de oproep ;

Gezien het ontwerp van de gebruiksovereenkomst in bijlage;

Gezien artikel 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

het ontwerp van de gebruiksovereenkomst van het lokaal in het project "Upcycling Ateliers" door Recyclart goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

20230504 Convention Recyclart occup grande halle DRAFT pi.pdf

9 Logement et gestion immobilière - Logements temporaires - Hôtel social - Adaptation de l'indemnité de paiement.

LE CONSEIL,

Considérant la décision du 16 juin 2009, de se doter d'une structure regroupant des logements meublés destinés à l'accueil exclusif de personnes victimes de catastrophe (incendie, effondrement, violence intrafamiliale, etc.) et qui entraîne la perte du logement principal ; pour autant que cette perte revête un caractère soudain, imprévisible et présente un danger pour la sécurité des personnes;

Considérant que les modalités d'indemnités de séjour n'ont pas évolué depuis la décision du Conseil communal du 20 avril 2016 ;

Considérant que l'indemnité a été fixée, selon les barèmes des agences immobilières sociales de 2016, à 316,20€ pour un studio, 356,99€ pour un appartement 1 chambre et 423,29€ pour un appartement 2 chambres, sans indexation ;

Considérant que cette indemnité couvre les frais de séjours à savoir la location du logement, le nettoyage des communs, le nettoyage des logements et d'autres matériels en prêt (frigo, micro-ondes, etc.), les frais de blanchisserie, ainsi que les assurances ;

Considérant que cet indemnité couvre également les charges locatives à savoir l'eau, l'électricité et le

gaz ;

Considérant que les personnes hébergées versent une caution de 50€ mensuel pour les dégâts locatifs, caution qui leur est restituée en fin de séjour ;

Considérant l'augmentation des coûts de l'énergie à charge de l'administration communale ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 20 avril 2023 ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver de nouvelles indemnités de séjour basées sur la grille 2023 des loyers des agences immobilières sociales ; à savoir 400,23€ pour un studio, 461,79€ pour un appartement 1 chambre et 538,76€ pour un appartement 2 chambres ;

Article 2 :

D'approuver le paiement mensuel d'un forfait de charges locatives d'un montant mensuel de 45€/personne pour un adulte et de 25€/personne pour un mineur ;

Article 3:

D'approuver d'ajuster, annuellement, les montants des indemnités d'occupation à la grille des agences immobilière sociale ainsi que l'indexation des charges;

Article 4 :

Que cette nouvelle tarification sera en vigueur pour les nouveaux locataires à partir du 1er juin 2023.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Beheer van huisvesting en onroerend goed - Tijdelijke huisvesting - Sociaal hotel - Aanpassing van de uitkering.

DE RAAD,

Overwegende de beslissing van 16 juni 2009 om een structuur op te zetten waarin gemeubileerde huisvestingen die uitsluitend bestemd zijn voor de opvang van personen die slachtoffers zijn van een ramp (brand, instorting, geweld binnen het gezin, enz.) waardoor het hoofdverblijf verloren gaat, mits dit verlies van plotselinge en onvoorziene aard is en een gevaar voor de veiligheid van personen oplevert;

Overwegende dat de voorwaarden voor de verblijfsovereenkomst niet zijn gewijzigd sinds de beslissing van de gemeenteraad van 20 april 2016;

Overwegende dat de toelage, volgens de huurprijsschaal van de sociale verhuurkantoren van 2016, werd vastgesteld op 316,20€ voor een studio, 356,99€ voor een appartement met 1 slaapkamer en 423,29€ voor een appartement met 2 slaapkamers, zonder indexering ;

Overwegende dat deze overeenkomst de kosten van het verblijf dekt, d.w.z. de huur van de accommodatie, het schoonmaken van de gemeenschappelijke ruimten, het schoonmaken van de huisvesting en andere anderen materiaal in bruikleen gegeven (koelkast, microwave, enz.) de kosten van de wasserij, alsmede de verzekeringen;

Overwegende dat deze toelage ook hun huurkosten dekt, namelijk water, elektriciteit en gas;

Overwegende dat de mensen gehuisvest een borgsom van 50€ per maand betalen voor de huurschade, borgsom die hen aan het einde van hun verblijf wordt teruggegeven;

Overwegende dat de stijging van de energiekosten door de gemeentelijke administratie moeten worden betaald;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 april 2023;

BESLIST :

Artikel 1:

Goedkeuring van een nieuwe huisvestingstoelagen op basis van de huurprijsschaal 2023 van de sociale verhuurkantoren, te weten 400,23€ voor een studio, 461,79€ voor een appartement met 1 slaapkamer en 538,76€ voor een appartement met 2 slaapkamers;

Artikel 2:

Goedkeuring van de maandelijkse betaling van een vast bedrag voor de huurkosten van 45€ per persoon voor een volwassene en 25€ per persoon voor een minderjarige;

Artikel 3:

Goedkeuring van de jaarlijkse aanpassing van de huisvestingsovereenkomst aan de schaal van de sociale verhuurkantoren en van de indexering van de huurkosten;

Artikel 4:

Goedkeuring van dit nieuwe tarief vanaf 1^{ste} juni 2023 van kracht zal zijn voor nieuwe huurders.

Onderhavig beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

1 annexe / 1 bijlage

Indemnités HS proposition modif.xlsx

10 **Petite Enfance - Convention de fonctionnement entre l'ASBL Olina et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 16 décembre 2015, par laquelle il décidait de ne plus confier la gestion des crèches communales francophones à l'asbl Molenkids et de le notifier à cette dernière, de confier à l'association sans but lucratif Olina la gestion de toutes les actuelles et futures crèches communales francophones dont, notamment, la crèche sise Quai de Charbonnage 86 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, avec une capacité de 84 enfants ;

Considérant que ceci porte le nombre de crèches qui seront gérées par l'asbl OLINA à sept ; que le nombre total de places d'accueil monte à 293 places ; que le total des subsides communaux, pour les 7 crèches, s'élève à un montant annuel de 1.535.700,00 €;

Considérant que des conventions de fonctionnement doivent être établies, relatives aux crèches, plus précisément pour la crèche sise Quai de Charbonnage 86 à 1080 Bruxelles, nommée 'OLINA 7' et déterminent les engagements tant de la part de l'ASBL Olina que de la Commune de Molenbeek;

Vu le projet de convention de fonctionnement ci-annexé ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver les termes de convention de fonctionnement ci-annexé, relatives à l'exploitation de la crèche 'Olina7' pour 86 enfants sise Quai de Charbonnage 86 à 1080 Bruxelles, par l'asbl.

Kinderopvang - Werkingsovereenkomst tussen VZW Olina en Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek.

2 annexes / 2 bijlagen

Olina 7- convention fonctionnement FR.pdf, Olina 7 - Conv Fonctionnement- NL.pdf

11 **Petite enfance - Accord de principe - ONE nouveau Plan Cigogne +5200 – Introduction des demandes de nouvelles places et subsides infrastructures.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'ONE a lancé son nouveau Plan Cigogne +5200 avec la création de 3.143 places en crèches pour la région Wallonie et de 2.100 places en crèche en région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que les 2.100 places sont réparties en 2 volets, avec 876 places en volet 1 issues de projets bénéficiant de décisions régionales de financement des infrastructures, cas des crèches Quai des Charbonnages 86 (+36 places) et le projet Libelco-crèche Liverpool (72 places) ;

Considérant que le volet 2 porte sur 1.224 places sur l'ensemble du territoire de la Région Bruxelles-Capitale et qu'il s'agit, lors de l'introduction de l'appel à projets sur la plateforme pro.one, d'un projet unique à la fois pour les subsides ONE (fonctionnement) et pour les subsides COCOF (infrastructures) ;

Considérant que l'introduction des projets doit se faire via la plateforme Pro-One et que l'ouverture des places se fera au plus tard **fin 2027** ;

Vu que les subsides infrastructures concernent la création d'une nouvelle crèche, l'extension de capacité de crèche et la transformation d'un milieu d'accueil en crèche avec au minimum la création de 7 nouvelles places, que le financement porte sur l'achat de bâtiments, la construction de bâtiments, les travaux (agrandissement, transformation, grosses réparations) et l'équipement et le premier ameublement ;

Vu que le coût maximum subsidiable hors TVA par place créée (chiffres au 1^{er} avril 2022) et de 45.000 EUR pour l'achat et la construction de bâtiments et les travaux (agrandissement, transformation, grosses réparations), de 1.130 EUR par place créée pour l'équipement et de 1.700 EUR par place créée pour le premier ameublement ;

Considérant que pour le calcul du subside Infrastructure, les projets sélectionnés se verront attribuer un accord de principe précisant le montant de la subvention calculé en tenant compte de divers éléments : le coût maximum subsidiable par place, le taux de subvention (de 60 à 95 %), la TVA, les frais généraux (10%) ;

Vu la décision du collège en date du 24 février 2022 portant sur le 'Programme Renoclick (SIBELGA) -Rénovation avec augmentation de la capacité de la crèche Reine Fabiola situé rue Jean Dubrucq 90 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean -Projet pilote pour le lot 1 de l'accord-cadre Etudes - Approbation de l'adhésion au programme.' ;

DECIDE :

Article 1 :

Olina asbl introduit sur la plateforme Pro-One la demande pour les 36 places en volet 1 pour la crèche quai du Charbonnage (Les Moulins d'Olina) ;

Article 2 :

Le service de la Petite enfance introduit sur la plateforme Pro-One la demande pour les 72 places en volet 1 pour la nouvelle crèche rue de Liverpool et qu'elle se charge d'établir une convention d'occupation et une convention de fonctionnement entre Olina asbl et la commune pour la gestion de ce milieu d'accueil ;

Article 3 :

La DiDu introduit sur la plateforme Pro-One une demande en infrastructure, volet 2, pour +12 places (72 places mtn + 12 places = 84 places) dans le cadre de la rénovation de la crèche Reine Fabiola (subsidiable environ 500.000,00 EUR), en plus des subsides RenoClick/Sibelga pour la rénovation énergétique ;

Article 4 :

D'envisager la rénovation de la crèche Les Petits Poucets (bâtiment en mauvaise état + mauvaise agencement des espaces) avec la création de quelques places (+4) en collaboration avec la DiDu pour l'estimation et pour l'introduction de l'appel à projet via la plateforme Pro-One ;

Article 5 :

D'envisager l'achat et la finition de l'espace Avenue du Condor de Logement Molenbeekois (21 places) avec des subsides volet 2 pour une nouvelle crèche (max subsidiable environ 1.000.000,00 EUR pour l'achat casco et les travaux).

Kinderopvang - Principeakkoord - ONE nieuw Plan Cigogne +5200 - Invoering van aanvragen voor nieuwe plaatsen en infrastructuursubsidies.

12 Recettes communales – Vérification de l'encaisse communale du 01.01.2022 au 31.12.2022

LE CONSEIL,

Prend connaissance du procès-verbal de vérification de l'encaisse communale du 01.01.2022 au 31.12.2022 ;

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 26/04/2023 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 17.761.632,39 EUR tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 10.000.000€ auprès de BRINFIN;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

DECIDE :

Article unique :

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale du 01.01.2022 au 31.12.2022 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Gemeenteontvangsten – Controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2022 tot 31.12.2022

DE RAAD,

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van de gemeentekas van 01.01.2022 tot 31.12.2022;

Overwegende dat het kasgeld tot en met 26.04.2023 werd gecontroleerd door De heer afgevaardigde Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 17.761.632,39 EUR bedraagt zoals dit in bijlage werd gerechtvaardigd in de toestand van de thesaurie;

Overwegende dat het resultaat leninge op vaste termijn bevat van 10.000.000€ bij BRINFIN;

Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd werd bij deze controle, de gemeentekas komt exact overeen met de te rechtvaardigen bedragen;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 81 van het nieuw reglement op de gemeentelijke boekhouding;

BESLIST:

Enig artikel:

Neemt kennis van het proces-verbaal van de controle van het gemeentekasgeld van 01.01.2022 tot 31.12.2022 overeenkomstig de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

2 annexes / 2 bijlagen

SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2022 au 31.12.2022 FR.pdf, SITUATION DE CAISSE POUR LA PERIODE du 01.01.2022 au 31.12.2022 NL.pdf

13 **Finances – Budget communal 2023 – Modification budgétaire n°01-2023**

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;

Considérant que certaines allocations de crédits des budgets ordinaire et extraordinaire 2023 doivent être ajustées ;

Vu le tableau des modifications budgétaires ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 16.05.2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification budgétaire ordinaire et extraordinaire n°01-2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Financiën – Gemeentelijke begroting 2023 - Begrotingswijziging nr. 01-2023

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;

Overwegende dat sommige kredieten van de gewone en buitengewone begroting 2023 dienen gewijzigd te worden;

Gezien de tabel van de begrotingswijzigingen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepen d.d. 16.05.2023;

BESLUIT :

Enig artikel :

De begrotingswijziging (gewone en buitengewone) nr. 01-2023 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

6 annexes / 6 bijlagen

MB 01-2023 - Phénix - G - Eco - 16.05.23.pdf, MB 01-2023 - Phénix - O - Eco - 15.05.23.pdf, MB

01-2023 - Phénix - O - 15.05.23.pdf, MB 01-2023 - Phénix - EO - 16.05.23.pdf, MB 01-2023 - Phénix

- BG - 16.05.23.pdf, MB 01-2023 - Phénix - G - 16.05.23.pdf

14 **Culture néerlandophone - Subventions de projets Pixel Museum.**

Nederlandstalige cultuur - Projectsubsidies Pixel Museum.

15 **Développement Durable - Programme de subside communal visant à soutenir les potagers collectifs - POTAGERS 1080 édition 2023.**

LE CONSEIL,

Vu les objectifs en matière d'environnement et d'énergie inscrits dans la déclaration de politique communale 2018- 2024, et plus particulièrement l'objectif d'encourager le développement de potagers collectifs ;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que les potagers collectifs jouent un rôle important en matière de développement durable, de vie sociale, d'éducation et d'environnement ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Échevins, et plus particulièrement de l'Échevin de l'Environnement et du Développement Durable, de soutenir les potagers collectifs associatifs dont l'action est orientée vers les quartiers et leurs habitants ;

Considérant qu'un montant de 9.600 EUROS a été prévu au budget ordinaire 2023 (article de dépense 8792/332/02) afin de financer un programme de soutien aux potagers collectifs de quartier, ci-après dénommé 'POTAGERS.1080';

Considérant que cette somme a été réduite par rapport aux années précédentes conformément à la réduction budgétaire demandée ;

Considérant qu'il est proposé d'allouer ce budget sous forme de subside plafonné à 960 EUROS par association demandeuse et selon les modalités reprises au règlement dudit programme élaboré dans ce cadre (voir Annexe 1) ;

Considérant que ledit règlement s'appuie sur le règlement communal relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil Communal en séance du 23/05/2018 et le formulaire de demande de subside pour un projet ponctuel afférent ;

Considérant les demandes seront analysées et proposées au vote du collège au terme de la période d'introduction des demandes ;

Considérant la consultation du service des Affaires Juridiques pour le règlement dédié au programme POTAGERS.1080 et de la procédure associée;

Considérant les trois premières éditions (2020, 2021 et 2022) du programme et leur évaluation ;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver le règlement renouvelé du programme de subside 'POTAGERS.1080 - 2023' (annexe 1).

Article 2 :

De réserver la somme de 9.600 EUR à l'article budgétaire 8792/332-02 (Développement Durable – Subside aux associations) en vue du subventionnement des associations demandeuses, sous réserve de conformité des demandes.

Article 3 :

De charger le service Développement Durable de procéder à la réception et vérification des demandes de subsides (date limite de dépôt des demandes : 30/06/2023 minuit) et de soumettre à l'approbation du Collège.

Article 4 :

De diffuser l'existence du programme de subside communal 'POTAGERS.1080 - 2023' via les différents médias communaux.

Copie de la présente sera remise au(x) service(s) : Communication, Affaires Juridiques.

Duurzame ontwikkeling - Gemeentelijk subsidieprogramma ter ondersteuning van collectieve moestuinen - MOESTUINEN 1080 editie 2023

DE RAAD,

Gelet op de milieu- en energiedoelstellingen in de gemeentelijke beleidsverklaring voor 2018-2024, met name de doelstelling om de ontwikkeling van collectieve moestuinen aan te moedigen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van

bepaalde subsidies;

Gelet het feit dat collectieve moestuinen een belangrijke rol spelen in de duurzame ontwikkeling, het sociale leven, het onderwijs en het milieu;

Gelet op de bereidheid van het College van Burgemeester en Schepenen om collectieve moestuinen van verenigingen te steunen waarvan de actie gericht is op de wijken en hun bewoners;

Overwegende dat in de gewone begroting 2023 (uitgavenpost 8792/332/02) een bedrag van 9.600 EUR is uitgetrokken voor de financiering van een programma voor steun aan collectieve moestuinen in de buurt, hierna "MOESTUINEN.1080" genoemd;

Overwegende dat dit bedrag in vergelijking met voorgaande jaren is verlaagd in overeenstemming met de gevraagde verlaging van de begroting;

Overwegende dat dit budget wordt toegekend in de vorm van een subsidie van maximaal 960 EUR per aanvragende vereniging en overeenkomstig de procedures die zijn vastgelegd in de regels van het in dit verband opgestelde programma (zie Bijlage 1);

Overwegende dat het genoemde reglement gebaseerd is op het gemeentelijk reglement inzake de toekenning van subsidies dat door de gemeenteraad op zijn vergadering van 23/05/2018 is goedgekeurd en op het bijbehorende subsidieaanvraagformulier voor een eenmalig project;

Overwegende dat aan het einde van de aanvraagperiode de aanvragen zullen worden geanalyseerd en ter stemming aan het College worden voorgelegd;

Overleg met de dienst Juridische Zaken over de verordening betreffende het programma 'MOESTUINEN.1080 en de bijbehorende procedure.;

In overweging nemen van de eerste drie edities (2020, 2021 en 2023) van het programma en de evaluatie daarvan ;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het reglement van het subsidieprogramma 'MOESTUINEN.1080 – 2023' (bijlage 1) goed te keuren.

Artikel 2 :

Het bedrag van 9.600 euro in begrotingsartikel 8792/332-02 (Duurzame ontwikkeling - Subsidie voor verenigingen) te reserveren voor subsidie aan aanvragende verenigingen, mits de aanvragen conform zijn.

Artikel 3 :

De dienst duurzame ontwikkeling opdracht geven de subsidieaanvragen in ontvangst te nemen en te controleren (uiterste termijn voor indiening van de aanvragen: 30/06/2023 om middernacht) en de desbetreffende subsidieovereenkomsten ter goedkeuring voor te leggen aan het College.

Artikel 4 :

Het bestaan van het gemeentelijke subsidieprogramma 'MOESTUINEN.1080-2023' bekend te maken via de gemeentelijke kanalen.

Verzending van deze beraadslaging : Communicatie, Juridische Zaken.

2 annexes / 2 bijlagen

Bijlage+1_REGLEMENT_NL.doc.pdf, Annexe+1_RÈGLEMENT_Fr.pdf

16 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à la création d'un passage piéton aux couleurs du Rainbow Flag à Molenbeek - Report du 26/04/2023.**

Contexte

Depuis 1978, le Rainbow Flag ou drapeau arc-en-ciel est le symbole qui représente la communauté LGBTQIA+. Il évoque la paix, la diversité et l'harmonie mais également les nombreux combats menés par cette communauté en Belgique et à travers le monde pour faire valoir ses droits.

Plusieurs grandes villes européennes ont repeint des passages piétons aux couleurs du Rainbow Flag afin de marquer de façon visible leur solidarité à l'égard de la diversité et de la communauté

LGBTQIA+.

Motivations

Considérant que le Rainbow Flag est le symbole fédérateur de la communauté LGBTQIA+ à travers le monde ;

Considérant que la crise sanitaire, le confinement et l'isolement ont fragilisé encore plus certains membres de la communauté LGBTQIA+ et particulièrement les plus jeunes ;

Considérant que la commune de Molenbeek est attentive à la diversité et porte une attention particulière aux publics les plus fragiles ;

Considérant que la commune de Molenbeek accueille sur son territoire un centre d'accueil pour demandeurs d'Asile LGBTQIA+ qui a été portée par le Refuge Bruxelles, structure d'hébergement d'urgence et d'accompagnement pour les jeunes de la communauté, par l'ASBL MIDNIMO et pour La Solidarité ainsi que par la secrétaire d'État à l'Égalité des chances ;

Considérant que la commune de Molenbeek a déjà mis en place un plan de diversité pour réaliser des actions concrètes afin de sensibiliser le personnel communal à la diversité, la promotion de l'égalité des chances et la lutte contre la discrimination ;

Considérant que la commune de Molenbeek affiche son soutien à la communauté LGBTQIA+ en hissant le drapeau arc-en-ciel pendant la semaine des fiertés ;

Considérant que plusieurs grandes villes européennes marquent de façon visible leur solidarité à l'égard de la diversité et de la communauté LGBTQIA+ en créant des passages piétons aux couleurs du Rainbow Flag ;

Considérant qu'au niveau de la sécurité routière il est nécessaire et possible de conserver les bandes blanches qui définissent selon le code de la route le caractère du passage pour piétons ;

Considérant qu'il existe des couleurs thermoplastiques résistantes aux intempéries et au passage des véhicules permettant de pérenniser les passages colorés et des revêtements légèrement rugueux pour la sécurité des vélos et des motos ;

Le conseil communal décide :

Article unique :

De créer/transformer un (ou plusieurs) passage piéton aux couleurs du Rainbow Flag à proximité de la maison communale de Molenbeek, en concertation avec les services techniques et la police quant au choix du lieu et des techniques utilisées.

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de heer Sumlu, gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de aanleg van een voetgangersoversteekplaats in de kleuren van de Regenboogvlag in Molenbeek - Uitstel van 26/04/2023.

Context :

Sinds 1978 is de Regenboogvlag het symbool van de LGBTQIA+-gemeenschap. Het roept vrede, diversiteit en harmonie op, maar ook de vele gevechten van deze gemeenschap in België en de rest van de wereld om haar rechten te doen gelden.

Verschillende grote Europese steden hebben voetgangersoversteekplaatsen beschilderd met de Regenboogvlag om hun solidariteit met diversiteit en de LGBTQIA+-gemeenschap zichtbaar te maken.

Motivaties :

Gezien het feit dat de Regenboogvlag het verenigende symbool is van de LGBTQIA+ gemeenschap wereldwijd;

Overwegende dat de gezondheids crisis, opsluiting en isolement sommige leden van de LGBTQIA+-gemeenschap, met name de jongsten, verder hebben verzwakt;

Overwegende dat de gemeente Molenbeek oog heeft voor diversiteit en bijzondere aandacht besteedt aan de meest kwetsbare groepen

Overwegend dat de gemeente Molenbeek op haar grondgebied een opvangcentrum voor LGBTQIA+

asielzoekers herbergt, dat gesteund wordt door Refuge Brussels, een noodopvang- en steunstructuur voor jongeren in de gemeenschap, door de vzw MIDNIMO en voor La Solidarité, alsook door de staatssecretaris voor Gelijke Kansen

Overwegende dat de gemeente Molenbeek reeds een diversiteitsplan heeft ingevoerd om concrete acties uit te voeren om het gemeentepersoneel bewust te maken van diversiteit, de bevordering van gelijke kansen en de strijd tegen discriminatie;

Overwegende dat de gemeente Molenbeek haar steun aan de LGBTQIA+ gemeenschap toont door het hijsen van de regenboogvlag tijdens de Pride Week

Overwegende dat verscheidene grote Europese steden hun solidariteit met diversiteit en de LGBTQIA+-gemeenschap zichtbaar tonen door zebraleden aan te leggen in de kleuren van de regenboogvlag

Overwegende dat het met het oog op de verkeersveiligheid noodzakelijk en mogelijk is de witte strepen te handhaven die volgens de verkeersregels het karakter van het zebraled bepalen;

Overwegende dat er thermoplastische kleuren bestaan die bestand zijn tegen slechte weersomstandigheden en tegen de doorgang van voertuigen, waardoor de gekleurde oversteekplaatsen duurzaam zijn en een licht ruw oppervlak hebben voor de veiligheid van fietsen en motorfietsen;

De gemeenteraad besluit:

Enig artikel:

Eén (of meerdere) zebraleden in de kleuren van de Regenboogvlag aan te leggen/om te vormen ter hoogte van het nabij het gemeentehuis van Molenbeek, in overleg met de technische diensten en de politie wat betreft de en de politie over de keuze van de plaats en de gebruikte technieken.

17 **Secrétariat communal - Motion déposée par les groupes ECOLO SAMEN, PTB-PVDA, Molenbeek Autrement, relative au maintien et au renforcement des guichets physiques. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Vu la Déclaration universelle des droits de l'Homme déclarant en son article 7 que « Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination » ;

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution Belge¹, qui visent à garantir l'égalité des droits et les principes de nondiscrimination ;

Vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, particulièrement son article 26 ;

Vu la Constitution belge en ses articles 10 et 11 assurant le principe de l'égalité et de la non-discrimination ;

Vu le Constitution belge en son article 22 ter disposant que « Chaque personne en situation de handicap a le droit à une pleine inclusion dans la société, y compris le droit à des aménagements raisonnables » ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement son article 135, §3 ;

Vu l'arrêté royal du 11 juillet 2002 portant règlement général en matière de droit à l'intégration sociale, particulièrement son article 4 ;

Vu la Stratégie Europe 2020 comprenant parmi ses initiatives phares une « Stratégie numérique pour l'Europe » et une « Plateforme européenne contre la Pauvreté » ;

Vu la Déclaration de politique générale régionale, précisant que le « gouvernement travaillera à l'amélioration de l'accès aux droits et à leur effectivité sur la base de trois axes : simplification, information et automatisation » ;

Considérant que la crise sanitaire du Covid-19 a impliqué, durant de nombreux mois, la réduction voire la fermeture de nombreux guichets physiques disponibles, ce afin de préserver au mieux la

santé de la population ;

Considérant qu'une fois ces mesures sanitaires levées, de nombreux guichets sont restés fermés, que l'accessibilité aux guichets physiques et humains n'a, depuis et dans sa globalité, pas été renforcée ;

Considérant que le numérique de manière générale et les solutions numériques disponibles pour les personnes sont, quant à eux, en perpétuel développement, que l'on parle de « transition numérique », que les solutions numériques semblent aujourd'hui se développer sans obstacle ;

Considérant les difficultés rencontrées quotidiennement par les personnes en situation de « fracture numérique » dans leurs démarches, et plus particulièrement les personnes vulnérables (handicapées, sans chez-soi, analphabètes, ne maîtrisant pas les langues officielles, âgées, en situation de vulnérabilité économique, social, se situant entre deux statuts, etc.) ;

Considérant qu'aujourd'hui, en Belgique, une personne sur deux (46%) est en situation de fragilité numérique, que 3,5 millions des belges de moins de 75 ans souffrent de ces inégalités socio-numériques² et que ces chiffres semblent plus importants en région de Bruxelles-Capitale, du fait des caractéristiques socio-démographiques particulières de la région ;

- D'améliorer l'accessibilité de ces guichets physiques, notamment en ce qui concerne les heures d'ouverture. Ces guichets doivent demeurer accessibles dans des créneaux permettant aux personnes qui travaillent, de s'y rendre.
- De rendre systématique la possibilité de se rendre à un guichet sans prise préalable de rendez-vous en ligne ou par voie téléphonique.
- De favoriser les dispositifs liés à l'inclusion numérique afin que les personnes en situation d'inégalité siconomérique qui le souhaitent puissent se former aux outils du numérique.
- De pérenniser et de développer les aides octroyées au CPAS, ce afin d'assurer l'accompagnement des publics vulnérables et/ou analphabètes ;
- De mettre à disposition de chaque agent de l'administration des formations initiales et continues utiles à l'usage du numérique et de les renforcer, le cas échéant.
- De mettre au point des outils de formation physiques, gratuits et performants, pouvant être utilisés par les usagers et usagères en situation d'apprentissage.
- D'oeuvrer dans le sens d'une simplification administrative dans les limites des compétences liées à la commune.
- De renforcer l'information destinée à la population en ce qui concerne la gratuité des démarches administratives le cas échéant.

1. Baromètre de l'Inclusion Numérique, UCLouvain et Vrije Universiteit Brussel, En ligne : <https://media.kbs-frb.be/fr/media/9838/Inclusion%20Num%C3%A9rique.%20Barom%C3%A8tre%20Inclusion%20Num%C3%A9rique%202022, 2022>.

2. <https://www.arc-culture.be/politiques-numeriques-demandez-le-programme/>

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door ECOLO SAMEN, PTB-PVDA, Molenbeek Anders, betreffende het bijhouden en de versterking van de fysieke loketten. (Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, die in artikel 7 het volgende bepaalt: "Allen zijn gelijk voor de wet en hebben zonder onderscheid aanspraak op gelijke bescherming door de wet. Allen hebben recht op gelijke bescherming tegen elke vorm van discriminatie die in strijd is met deze Verklaring en tegen het aanzetten tot dergelijke discriminatie;

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet¹, die gelijke rechten en de beginselen van non-discriminatie beogen te waarborgen;

Gelet op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, met name op artikel 26

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet die het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie waarborgen

Gelet op artikel 22 ter van de Belgische Grondwet, waarin staat dat "iedere persoon met een handicap recht heeft op volledige integratie in de samenleving, met inbegrip van het recht op redelijke

aanpassingen";

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name op artikel 135, §3;

Gezien het koninklijk besluit van 11 juli 2002 houdende de algemene regeling van het recht op maatschappelijke integratie, inzonderheid artikel 4;

Gezien de Europa 2020-strategie, met als kerninitiatieven een "Digitale strategie voor Europa" en een "Europees platform tegen armoede";

Gelet op de regionale beleidsverklaring, waarin staat dat de "regering zal werken aan de verbetering van de toegang tot rechten en de doeltreffendheid daarvan op basis van drie assen: vereenvoudiging, informatie en automatisering";

Overwegende dat de gezondheids crisis van Covid-19 gedurende vele maanden heeft geleid tot de vermindering of zelfs sluiting van talrijke beschikbare fysieke loketten, teneinde de gezondheid van de bevolking zoveel mogelijk te vrijwaren;

Overwegende dat toen deze gezondheidsmaatregelen eenmaal waren opgeheven, vele loketten gesloten zijn gebleven en dat de toegankelijkheid van de fysieke en menselijke loketten sindsdien niet volledig is versterkt

Overwegende dat de digitale technologie in het algemeen en de digitale oplossingen waarover de mensen beschikken zich voortdurend ontwikkelen, dat er sprake is van een "digitale overgang", dat digitale oplossingen zich nu zonder belemmeringen lijken te ontwikkelen

Gezien de moeilijkheden waarmee mensen die zich in een situatie van "digitale kloof" bevinden, en meer bepaald kwetsbare personen (gehandicapten, daklozen, analfabeten, mensen die de officiële talen niet beheersen, ouderen, mensen die economisch of sociaal kwetsbaar zijn, mensen die tussen twee standen in zitten, enz;)

Overwegende dat vandaag in België één persoon op twee (46%) zich in een situatie van digitale kwetsbaarheid bevindt, dat 3,5 miljoen Belgen onder de 75 jaar onder deze socio-numerieke ongelijkheden lijden² en dat deze cijfers hoger lijken te liggen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, als gevolg van de bijzondere socio-demografische kenmerken van het gewest;

- De toegankelijkheid van deze fysieke loketten verbeteren, met name wat de openingstijden betreft. Deze loketten moeten toegankelijk blijven op tijdstippen waarop mensen die werken erheen kunnen gaan.

- Het systematisch mogelijk maken om naar een loket te gaan zonder online of telefonisch een afspraak te maken.

- Programma's voor digitale insluiting bevorderen, zodat mensen met sociale en digitale ongelijkheid die dat wensen een opleiding in digitale hulpmiddelen kunnen volgen.

- De steun aan het OCMW bestendigen en ontwikkelen om kwetsbare en/of ongeletterde personen te ondersteunen;

- Elke ambtenaar van de administratie een basis- en voortgezette opleiding ter beschikking stellen die nuttig is voor het gebruik van de digitale technologie en deze zo nodig versterken.

- Gratis en doeltreffende fysieke opleidingsinstrumenten ontwikkelen die de gebruikers in leersituaties kunnen gebruiken.

- Streven naar administratieve vereenvoudiging binnen de grenzen van de bevoegdheden van de gemeente.

- De informatieverstrekking aan de bevolking over de gratis administratieve procedures versterken, indien van toepassing.

1. Barometer digitale inclusie, UCLouvain en Vrije Universiteit Brussel, Online: <https://media.kbs-frb.be/fr/media/9838/Inclusion%20Num%C3%A9rique.%20Barom%C3%A8tre%20Inclusion%20Num%C3%A9rique%202022>, 2022.

2. <https://www.arc-culture.be/politiques-numeriques-demandez-le-programme/>

18 Secrétariat communal - Motion introduite par Mohamed El Bouzidi, Dirk De Block et Luc Vancauwenberge au nom du groupe PTB*PVDA, visant à garantir deux tournées poubelles par semaine du sac blanc et orange. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Considérant le projet régional visant notamment à réduire les ramassages des sacs poubelles blancs à une tournée par semaine ;

Considérant que le ministre Alain Maron annonce, sur son site, que “tous les sacs seront collectés, à terme, une fois par semaine dans toutes les communes bruxelloises”, et que “cette réduction de fréquence de la collecte porte-à-porte des sacs blancs se fera progressivement et commencera et a entretemps commencé le 15 mai 2023 par une première phase dans les 10 communes bruxelloises suivantes : Auderghem, Berchem, Bruxelles Ville (uniquement sur le territoire de Haren et Neder-Over-Heembeek), Evere, Ganshoren, Jette, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre”[1] ;

Considérant qu’une grande partie des habitants de la Région et de notre commune n’habite pas dans un logement adapté au stockage de nombreuses poubelles blanches ou orange pendant au moins une semaine (pas assez d’espace, pas de balcon, pas de local poubelle commun, ...), et que ce stockage à l’intérieur va détériorer considérablement les conditions de vie et d’hygiène des ménages concernés ;

Considérant que la diminution des fréquences de ramassage risque fortement d’aggraver le problème de propreté publique qui est déjà important à Bruxelles, en poussant certains ménages à trouver des solutions de fortune (comme par exemple des dépôts clandestins ou l’utilisation des poubelles publiques) ;

Considérant qu’il conviendrait de relever le défi collectif du tri des déchets en suscitant encore plus l’adhésion de la population et en lui donnant davantage de moyens pour y parvenir, via au minimum un maintien des fréquences actuelles ; considérant que rendre la situation plus difficile et plus contraignante pour les ménages serait à la fois injuste et contre-productif ;

Considérant que des solutions sociales et efficaces existent pour relever le défi du tri ; que nous pourrions nous inspirer de l'exemple d'Amsterdam qui dispose de conteneurs souterrains de proximité où les gens peuvent déposer leurs déchets triés à tout moment de la journée ; Considérant que, même dans le cas idéal où tout le potentiel des sacs orange seraient utilisés par les ménages, cette réforme alourdira la charge pour les éboueur-euses de Bruxelles Propreté, en concentrant plus de poids le jour de la récolte hebdomadaire des sacs blancs ; que ces travailleur-euses souffrent déjà de conditions de travail très dures qui impactent fortement leur santé ;

Considérant que plusieurs bourgmestres se sont déjà dits opposés cette réduction de fréquences des collectes[2] ;

DECIDE :

Article 1 :

S’oppose à la mesure de réduire la double collecte hebdomadaire du sac poubelle blanc à une seule collecte par semaine ;

Article 2 :

Demande le maintien des deux collectes hebdomadaires du sac poubelle blanc dans la commune ;

Article 3 :

Demande l’ajout d’une 2ème collecte hebdomadaire du sac orange pour les déchets organique dans la commune ;

Article 4 :

Demande un plan ambitieux et détaillé des aménagements des futurs containers (enterrés et à tri sélectif) en Région bruxelloise ;

Article 5 :

Envoie la motion au gouvernement bruxellois et au membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

[1] <https://maron-trachte.brussels/2022/09/08/la-region-bruxelloise-reforme-la-collecte-de-ses-dechets-pour-ameliorer-le-tri-et-le-recyclage/>

[2] <https://www.dhnet.be/regions/bruxelles/2022/09/13/trois-communes-recalent-le-plan-proprete->

Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door Mohamed El Bouzidi, Dirk De Block en Luc Vancauwenberge namens de PTB*PVDA-fractie, om twee rondes witte en oranje zakken per week te garanderen. (Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op het gewestelijk plan om de ophaling van witte vuilniszakken terug te brengen tot één ronde per week;

Overwegend dat minister Alain Maron op zijn website aankondigt dat "alle zakken op termijn in alle Brusselse gemeenten één keer per week zullen worden opgehaald", en dat "deze vermindering van de frequentie van de huis-aan-huisophaling van witte zakken geleidelijk zal gebeuren en op 15 mei 2023 van start zal gaan met een eerste fase in de volgende 10 Brusselse gemeenten: Oudergem, Berchem, Brussel-Stad (enkel op het grondgebied van Haren en Neder-Over-Heembeek), Evere, Ganshoren, Jette, Ukkel, Watermaal-Bosvoorde, Sint-Lambrechts-Woluwe"[1] ;

Overwegende dat een groot deel van de inwoners van het Gewest en van onze gemeente niet woont in een woning die aangepast is aan de opslag van talrijke witte of oranje vuilnisbakken gedurende minstens één week (onvoldoende ruimte, geen balkon, geen gemeenschappelijke vuilnisbakruimte, ...), en dat deze overdekte opslag de levensomstandigheden en de hygiëne van de betrokken gezinnen aanzienlijk verslechtert;

Overwegende dat de verlaging van de ophaalfrequentie het probleem van de openbare netheid, dat in Brussel reeds aanzienlijk is, nog kan verergeren doordat sommige gezinnen gedwongen worden om geïmproviseerde oplossingen te vinden (zoals clandestiene stortingen of het gebruik van openbare vuilnisbakken);

van oordeel dat de collectieve uitdaging van het sorteren van afval moet worden aangegaan door de bevolking nog meer te doen steunen en haar daartoe meer middelen te geven, althans door de huidige frequenties te handhaven; van oordeel dat het onrechtvaardig en contraproductief zou zijn de situatie voor de gezinnen moeilijker en restrictiever te maken;

Overwegende dat er sociale en efficiënte oplossingen bestaan om de uitdaging van het sorteren aan te gaan; dat wij ons zouden kunnen laten inspireren door het voorbeeld van Amsterdam, dat plaatselijke ondergrondse containers heeft waar mensen hun gesorteerde afval op elk moment van de dag kunnen deponeren; Overwegende dat deze hervorming, zelfs in het ideale geval waarin het volledige potentieel van de oranje zakken door de huishoudens wordt benut, de afvalophalers van Brussels Public Waste zwaarder zal belasten, doordat zij meer gewicht in de schaal zullen leggen op de dag van de wekelijkse ophaling van de witte zakken; dat deze werknemers reeds te lijden hebben onder zeer zware arbeidsomstandigheden die een sterke impact hebben op hun gezondheid;

Overwegende dat verschillende burgemeesters zich reeds hebben uitgesproken tegen deze vermindering van de ophaalfrequentie[2];

BESLUIT :

Artikel 1:

Verzet zich tegen de maatregel om de dubbele wekelijkse inzameling van witte vuilniszakken terug te brengen tot een enkele inzameling per week;

Artikel 2:

Verzoekt de twee wekelijkse ophalingen van de witte vuilniszak in de gemeente te handhaven;

Artikel 3:

Verzoekt om toevoeging van een 2e wekelijkse inzameling van de oranje zak voor organisch afval in de gemeente;

Artikel 4:

Verzoekt om een ambitieus en gedetailleerd plan voor de ontwikkeling van toekomstige containers (ondergronds en selectief sorteren) in het Brussels Gewest;

Artikel 5:

Zendt de motie aan de Brusselse regering en aan de leden van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

19 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch, Conseiller communal indépendant, relative aux attestations de conformité du stade Machtens, de stabilité, de sécurité pompier et de conformité URBSFA.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch, dont le texte suit:

Madame la Bourgmestre,

J'ai introduit une question écrite pour demander les attestations de conformité de stade Machtens, stabilité, sécurité pompier, conformité URBSFA.

Je suis surpris des la réponses reçues.

D'abord que le secrétariat de l'échevin des sports n'était pas en possession de ces documents

Ensuite que ces documents n'étaient disponible que au RWDM F.

Pour information, le stade Machtens est bien une propriété communale?

Mis à disposition à un club de football professionnel jouant en division supérieure?

Qui a l'obligation d'entretenir le stade en bon père de famille?

Que la commune est soumis à la même obligation d'entretien de son bien en bon père de famille?

Que les règlementations en la matières obligent la détention par la commune des documents attestant de la conformité du stade pour l'organisation de matchs avec du public occupant les tribunes (stabilité, sécurité police et pompier) et l'homologation du stade par l'URBSFA comme autorité sportive?

Que l'absence d'un des document implique de facto l'interdiction d'organiser des matchs de ce niveau au stade Machtens?

Pouvez-vous me confirmer que ces documents sont bien en possession de l'administration communale et me les remettre en séance pour permettre le contrôle que chaque conseiller est en droit de faire sur le respect des règles par l'administration communale et le collègue?

En vous remerciant,

*Michel Eylenbosch
Conseiller Communal*

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Eylenbosch, onafhankelijk gemeenteraadslid, over de conformiteitscertificaten voor het Machtens-stadion, stabiliteit, brandveiligheid en URBSFA-conformiteit.

20 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par M. De Block, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la destruction des tours Beekkant. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre, les 200 familles des tours de logements sociaux de Beekkant ont appris il y a quelques semaines par la presse que leur tours seraient démolies. Ce qui a, évidemment, provoqué un vif émoi parmi les habitants.

D'autant plus que selon des bruits, les raisons seraient sécuritaires: on parle d'instabilité des bâtiments, de problème d'amiante. Les résidents se sont adressés au Logement molenbeekois, qui, comme d'habitude, ne répond pas.

Comme il s'agit peut-être d'un problème de sécurité, cela relève de votre compétence. Qu'en est-il d'un éventuel problème d'instabilité, d'amiante,...? Sur quoi ces soupçons/affirmations sont-elles basées? Nous entendons que d'autres logements à Rue Demesmaeker seront aussi vidés. Est-ce aussi un problème de stabilité? Seront ils détruits aussi?

En cas de démolition, la commune prévoit-elle de construire ou d'acquérir de nouveaux logements sociaux? N'est il pas temps de prévoir une section réunies sur les plans de tout le secteur? Pourquoi les habitants et locataires doivent apprendre les plans via la presse? Il est temps que les riverains soient informés correctement de l'ensemble des plans pour leur quartier.

Dans quels délais, les résidents seront obligés de quitter leurs logements?

Qu'en est-il du maintien de la sécurité pour les habitants qui ne seront pas amenés à quitter tout de suite?

Dirk De Block

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, over de vernietiging van de Beekcanttorens. (Aanvullend)

21 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal NV-A, relative à la prise de rendez-vous en ligne dans les services communaux. (Complémentaire)**

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Bijmens, gemeenteraadslid NV-A, over het online boeken van afspraken bij de gemeentelijke diensten. (Aanvullend)

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Bijmens, waarvan de tekst volgt :

Tijdens de lockdown in 2020 was het me opgevallen dat mensen die op de vreemdelingendienst moesten zijn, online een afspraak konden boeken op de website van de gemeente Molenbeek: Ze konden zien wanneer er een openstaand moment was en dan een afspraak inplannen. Tot op de dag van vandaag kan dit nog steeds.

Inwoners van de gemeente die een andere dienst nodig hebben, bv de dienst bevolking of burgerlijke stand moesten telefonisch een afspraak maken of een mail sturen en een afspraak vragen. Nadien, toen er versoepelingen waren, kon men voor 11u in een lange rij gaan aanschuiven en hopen dat men binnen geraakte.

Ik heb verschillende malen moeten mailen om een afspraak vast te krijgen, want verschillende mails bleven onbeantwoord. Telefonisch was helemaal een klucht, want je bleef heel lang in de wacht staan.

Ik werkte door tijdens de lockdown, dus mijn pauze van 30 minuten was niet lang genoeg om aan de beurt te geraken. Eén dag was ik vrij en heb ik na anderhalf uur in de wacht toch iemand aan de lijn gekregen. Maar het bleek dat er toen maar 2 Franstalige dames beschikbaar waren die geen woord Nederlands verstonden. Dat er bij het gemeentepersoneel een gebrek aan kennis van de taal van de meerderheid van het land is, zullen we voor een ander debat laten.

Mijn vraag aan het college is waarom de eigen bevolking van de gemeente niet via zo'n online systeem afspraken kan plannen bij de gemeente en mensen die bij de vreemdelingendienst moeten zijn dat wel kunnen? Dat lijkt me niet logisch. Ik zou willen vragen dat dit afsprakensysteem zo snel als mogelijk wordt opengesteld voor alle inwoners en zoveel als mogelijk voor alle diensten.

22 Secrétariat communal - Interpellation déposée par M. El Bouazzati, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à la simplification administrative. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur El Bouazzati, dont le texte suit :

Pour l'écologie et l'économie (ndlr de papiers et envois portal) de notre commune il serais judicieux d'envoyer toutes les fiches de paie des jetons de présence et autres du membre du collège et du conseil communal.

Serais il faisable de faire cela ?

On y gagnerais en temps car directement disponible

En argent car pas de timbre ni du personnel à payer pour envois postaux

Et écologiquement avec tous les papiers économisés.

Merci pour votre réponse Bien à vous

MOHAMED ELBOUZZATI

Gemeenschappelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Bouazzati, Gemeenteraadslid PTB-PVDA, betreffende administratieve vereenvoudiging. (Aanvullend)

23 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, Conseiller communal PTB-PVDA, relative à l'évacuation du centre Sebrechts. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, dont le texte suit :

Le mercredi 17 mai dernier à 7h du matin, des policiers ont débarqué au centre Fedasil Sebrechts de notre commune pour expulser une partie des 440 personnes qui résident dans le centre. Le centre héberge beaucoup de familles, avec des (petits) enfants.

La police a procédé à l'évacuation du 5ème étage, une 50-aïne de personnes. Aucune alternative de logement n'a été proposée aux résidents expulsés.

L'opération était une totale surprise pour les résidents et le personnel du centre Sebrechts. La semaine précédente, 5 personnes de la commune se sont bien présentées au centre. Il était question de plaintes de voisins.

Qu'en est-il? Ou quelles étaient les raisons de cette visite inopinée?

De toutes manières, il n'a pas été question d'évacuer le centre, mais de "diminuer sa capacité".

Alors, on s'interroge sur vos motivations pour faire évacuer ce centre. Selon la presse, le centre sera évacué complètement à la mi-juin. Confirmez-vous cette date?

Nous sommes allés rendre visite au centre jeudi dernier. Nous y avons trouvé un centre calme, propre, bien organisé. Parmi les résidents cependant, c'est l'étonnement et la stupéfaction. Et une grande inquiétude. Des familles, des enfants risquent de se retrouver dans la rue!

Alors on s'interroge sur les motivations d'une telle mesure inhumaine dans "une commune hospitalière"? Pourquoi cette mesure et pourquoi maintenant?

S'agit-il de plaintes du voisinage? Combien de personnes se sont plaintes ou ont déposé des plaintes par rapport au centre?

Et quel est le contenu de ces plaintes? Ces personnes habitent à quelle distance du centre?

Vous avez aussi invoqué la surcharge pour la commune. Certes, on peut partager avec vous les manquements dans une répartition équitable de l'accueil entre Régions et communes. Mais cela ne peut en aucun cas justifier qu'on règle ses comptes sur le dos de familles qui ont déjà derrière eux un parcours difficile et souvent traumatisant.

Par ailleurs, Fedasil prend en charge les frais du centre.

On apprend par ailleurs que la commune ne s'est pas foulée pour délivrer les cartes oranges aux résidents, qui leur permettent de travailler. Dans le passé, plusieurs résidents-travailleurs ont ainsi perdu leur boulot. ([Privés de carte orange, des dizaines de demandeurs d'asile du centre Fedasil de Molenbeek ont perdu leur travail](#)) Et aujourd'hui, ces cartes oranges ne sont délivrées qu'au compte-gouttes. Pourquoi c'est possible dans d'autres communes et pas à Molenbeek? Avez-vous éventuellement sollicité de l'aide à d'autres niveaux de pouvoir? A Fedasil?

Pouvez-vous nous éclairer sur les vraies raisons de votre mesure inhumaine?

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge,
Gemeenteraadslid PTB-PVDA, over de ontruiming van het Sebrechtscentrum. (Aanvullend)**